

Jean-Noël Rey accuse Merz

FINANCES Le conseiller national valaisan dénonce la nomination du président de la Commission des banques. Et il accuse notre grand argentier de freiner le renforcement des normes contre le blanchiment. Par le biais d'interpellations, il le somme de s'expliquer

Anne Dousse

Après les reproches de certains de ses amis radicaux, Hans-Rudolf Merz essuie de nouvelles critiques (lire «Le



tin dimanche» du 11 septembre). Cette fois, c'est le socialiste valaisan **Jean-Noël Rey** qui sonne la charge. Dans son collimateur: la récente nomination du président de la Commission fédérale des banques. Hans-Rudolf Merz a proposé au Conseil fédéral de nommer Eugen Haltiner, un des pontes d'UBS. «Un proche de notre grand argentier», dit-on à Berne.

Mais, voilà, il y a un hic. «La loi stipule qu'un membre de la direction d'une banque n'est pas éligible à un tel poste. Car la commission est l'organe de contrôle des banques. Eugen Haltiner saura-t-il se montrer impartial quand il s'agira de contrôler UBS?» se demande Jean-Noël Rey, qui a de sérieux doutes.

Ce qui fâche davantage Jean-Noël Rey, c'est que le nouveau président a été impliqué dans la faillite du groupe Erb (importateurs de voiture, banque, société immobilière), qui a creusé un trou de plusieurs milliards. «Dans ces conditions, Eugen Haltiner a-t-il l'expérience et les compétences nécessaires à l'exercice de sa tâche, qui consistera à la surveillance de marchés financiers?» s'interroge le conseiller national.

Autre fâcherie: le socialiste accuse Hans-Rudolf Merz de bloquer le projet visant à rendre plus sévères les normes en matière de blanchiment. Ces propositions consistent à s'adapter aux nouvelles formes de criminalités dans les domaines de la falsification de marchandises et de piratage de produits, de trafic illicite de migrants, de contrebande organisée, d'opérations d'initiés et de manipulations des cours selon les recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment.

«Or notre grand argentier s'est distancé de ces adaptations», dénonce Jean-Noël Rey, en s'appuyant sur ses récentes déclarations. «De plus, il a ordonné une analyse coûts-bénéfices de ces réglementations. Cela s'appelle freiner des quatre fers», s'insurge le conseiller national, qui attend des explications.